

37^{ème} congrès - juin 2016
Le Parti Communiste Français

« Des cotisations pour organiser des tendances ? »

Je n'irai pas par quatre chemins.

Que faut-il penser du paiement « opportuniste » de leur cotisation par des adhérents, non cotisants depuis plusieurs mois (20 mois et six mois par exemple) ??

De fait, ces adhérents ont payé la période « statutaire » de trois mois pour pouvoir être signataire d'un texte alternatif pour le 37^{ème} congrès. Ce paiement a été effectué auprès de la fédération pour obtenir l'attestation justificative, sans demande d'information auprès de la section concernée !

Bien sûr, il n'y a pas eu, à ce jour, régularisation des cotisations impayées.

De fait, il est accepté que des adhérents non cotisants, qui ne participent pas à la vie de la section, aux assemblées générales, aux débats entre communistes, qui rejettent les décisions majoritaires et refusent, en désaccord avec notre stratégie de rassemblement, de mener les campagnes électorales (départementales et régionales 2015), s'expriment seulement au moment des congrès ?

Ce n'est pas nos statuts votés lors du 36^{ème} congrès. (chap. II. §3 - §4 ; chap. III. §11 ; chap. IV. § 4.1).

La décision prise (niveau national ? niveau fédéral ?) d'accepter cette « régularisation » temporaire au moment de la tenue du congrès ouvre la porte à des dérives de fonctionnement interne de notre Parti. Car après le congrès, on ne voit plus la majorité de ces adhérents.

Je suis militante depuis 1969 et, depuis cette date, en responsabilité de section (vie du parti dans une section d'entreprise puis locale, trésorière de section), sans interruption. J'ai évolué avec mon Parti, avec mes accords et désaccords, mes réticences, mes interrogations mais j'ai toujours respecté et mis en œuvre les décisions majoritaires.

Tous les adhérents sont invités à débattre, échanger, réfléchir pour décider ensemble. Si ce n'est que celles et ceux en désaccord avec la politique, la stratégie et l'organisation du PCF ne viennent pas aux assemblées générales, ni aux réunions du collège exécutif dont ils sont membres, ne s'inscrivent ni aux séances de formation, ni aux soirées d'études et refusent de s'investir dans l'activité du parti.

Qu'en est-il actuellement ? Sommes-nous un parti organisé, réaffirmé lors du 36^{ème} congrès, pour construire une perspective au changement de société ou un parti « mouvement » où, sous « couvert de liberté de choix », chaque adhérent, « en toute souveraineté », peut se mettre en dehors des décisions majoritaires prises après débats, s'exprimer en tant que communiste ?.

Quelle peut être l'unité d'action des communistes dans ce type de fonctionnement ? Cette pratique nuit à l'efficacité de notre travail de terrain : les communistes sont dispersés et ne représentent plus une force mobilisatrice.

Je me rappelle un Parti Socialiste qui, il y a peu de temps, appeler à l'adhésion en faisant payer une mini-cotisation !

La bataille idéologique est assez rude, sans que l'on construise entre communistes des clivages avec ce type de fonctionnement.

Le Parti Communiste Français ne peut être un parti « auberge espagnole », avec plusieurs catégories d'adhérents (cotisants, non cotisants) où chacune, chacun peut agir à sa convenance, au « feeling », à l'émotion.

Pour le changement de société que nous voulons, pour dépasser le capitalisme, il nous faut des communistes formés, conscients, organisés et unis vers le même but, sans se laisser « charmer » par la « modernité libérale » ; développant sans réticence les propositions cohérentes du PCF qui sont faites pour atteindre ce but. Cela n'empêche pas les débats de

fond, des désaccords. Il n'y a pas ceux qui font vivre le Parti d'un côté et « les penseurs critiques » de l'autre !

Il y a surtout besoin de fraternité et non l'utilisation de méthodes que nous critiquons chez les autres.

Si la lecture des statuts est à géométrie variable, donne objet à des interprétations différentes, cela ne signifie-t-il pas qu'il faut les clarifier avec plus de rigueur et de méthode ?

Voilà bien là une question de congrès.